

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 01/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EUREC

Quartier de la Gare
69780 Saint-Pierre-De-Chandieu

Références : UDR-SSDAS-25-124-EM
Code AIOT : 0006104066

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2025 dans l'établissement EUREC implanté 140 ROUTE DE SAINT BONNET DE MURE 69780 Saint-Pierre-de-Chandieu. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EUREC
- 140 ROUTE DE SAINT BONNET DE MURE 69780 Saint-Pierre-de-Chandieu
- Code AIOT : 0006104066
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société EUREC réalise depuis l'an 2000 sur le site de Saint-Pierre-de-Chandieu, d'une surface

initiale de 10 298 m², des activités de tri-transit-regroupement de pneus usagés, et de broyage-cisaillage. À ce titre, le site est classé au titre des nomenclatures ICPE et IOTA.

Le site relève notamment du régime de l'autorisation pour les rubriques ICPE 2791 (traitement de déchets non-dangereux) et 3532 (valorisation de déchets non-dangereux non-inertes).

En 2022, après extension sur la parcelle voisine de 3549 m², le site dispose d'une surface cumulée de 13 841 m².

L'activité de collecte est effectuée soit par EUREC directement ou sa filiale Trans Eurec, par dépôt de bennes ou ramassage manuel chez les clients. L'entreprise gère un important parc de bennes de 35 m³, qui nécessitent des espaces d'entreposage récurrents.

Le site travaille essentiellement pour l'éco-organisme ALIAPUR, qui agit pour le compte des principaux metteurs en marché de pneumatiques neufs en France. ALIAPUR programme des enlèvements de broyats depuis le site EUREC, notamment par chargement de conteneurs maritimes, prêts à être expédiés à l'étranger pour de la valorisation matière ou en cimenterie. Suite à l'extension réalisée en 2022, un nouvel arrêté préfectoral daté du 15/09/2022 a abrogé les prescriptions des arrêtés précédents.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Etat des stocks des produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 15/09/2022, article 7.1.3	Demande d'action corrective	2 mois
4	Isolement avec les milieux	Arrêté Préfectoral du 05/09/2022, article 4.2.5	Demande d'action corrective	2 mois
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 15/09/2022, article 7.2.4	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Aménagement des stockages	Arrêté Préfectoral du 15/09/2022, article 8.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant	8 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Registre des déchets	Arrêté Préfectoral du 15/09/2022, article 5.1.8 et 5.1.9	Sans objet
2	Déchets pneumatiques	Arrêté Préfectoral du 15/09/2022, article 5.1.10	Sans objet
7	Maîtrise des quantités stockées	Arrêté Préfectoral du 15/09/2022, article 8.2.4	Sans objet
8	Porter à Connaissance	Arrêté Préfectoral du 05/09/2022, article 1.6.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection constate que les quantités et volumes de stockage de déchets présents au sein de

l'installation sont respectés.

Des éléments sont attendus concernant les éléments de lutte contre l'incendie notamment sur la mise en place de caméras thermiques, le contrôle périodique d'un poteau incendie, les moyens d'accès des services de secours et la mise à disposition d'informations pour ces derniers.

Concernant les conditions de stockage et les infrastructures associées, une mise en conformité des alvéoles de stockage (murs CF REI 120 et hauteur de ces derniers) est attendue. Un échéancier de travaux permettant la mise en conformité globale du site est demandé à l'exploitant.

Enfin, l'Inspection note qu'un projet de modifications concernant l'ajout d'espace de stockage est en réflexion par l'exploitant. Ce PAC pourra permettre de préciser la conformité du site à l'arrêté ministériel du 22/12/23 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registre des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/09/2022, article 5.1.8 et 5.1.9
Thème(s) : Situation administrative, Registre des déchets entrants et sortants
Prescription contrôlée : <u>Article 5.1.8 de l'arrêté préfectoral du 15/09/2022</u> Le registre chronologique des déchets entrants contient au moins, pour chaque flux de déchets entrants, les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none">• la date de réception du déchet ;• la dénomination usuelle du déchet ;• le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;• le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;• la quantité de déchet entrant ;• la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;• la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;• l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;• la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;• la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;• le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets <u>Article 5.1.9 de l'arrêté préfectoral du 15/09/2022</u> Le registre chronologique des déchets sortants contient au moins, pour chaque flux de déchets sortants, les informations suivantes :

- la date de l'expédition du déchet ;
- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;
- la quantité de déchets sortants ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;

Constats :

Lors de l'inspection du 19/03/2025, l'exploitant montre à l'Inspection son registre entrée / sortie des déchets.

Ce dernier est géré de manière numérique. Il permet d'accéder instantanément aux entrées / sorties réalisées dans la journée.

Les registres contiennent les informations suivantes :

- Date de réception et d'expédition,
- Quantité de déchets,
- Dénomination du déchet (la quasi totalité des déchets sont des pneumatiques),
- Identification du producteur du déchet (adresse, SIRET, etc.),
- Identification du transporteur
- Identification de la destination du déchet

Par ailleurs, l'Inspection note que, pour son suivi interne, l'exploitant peut tracer en direct les collectes réalisées par ces chauffeurs, ceci afin d'organiser au mieux ses tournées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Déchets pneumatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/09/2022, article 5.1.10

Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions spécifiques aux déchets de pneumatiques

Prescription contrôlée :

Les pneumatiques usagés (PU) sont triés sur site en fonction de leur catégorie (A/B/C/D/E/HA) en vue de leur valorisation vers des filières adaptées.

Les pneumatiques usagés réutilisables (PUR) sont destinés à être dirigés vers des filières de réemploi (rechapage, revente d'occasion, réutilisation, ...).

Les pneumatiques usagés non réutilisables (PUNR) sont dirigés vers la ligne de cisailage pour y être découpés. Les broyats sont destinés à être envoyés vers des filières de valorisation matière ou énergétique (recyclage en travaux publics, utilisation comme combustibles, ...).

Les pneus pleins ainsi que les pneumatiques usagés non recyclables hors filières REP broyés ou

non sont dirigés vers d'autres sites spécialisés.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection du 19/03/2025 a permis de constater la bonne organisation / répartition des stockages en fonction du typologies de pneumatiques réceptionnés.</p> <p>Les pneumatiques usagés (PU) sont triés et classés dans alvéoles identifiées et signalées en fonction de leur catégorie (A/B/C/D/E/HA).</p> <p>Les pneumatiques usagés réutilisables (PUR) sont identifiés et stockés dans une zone distincte avant d'être orientés vers les filières de réemploi.</p> <p>Les pneumatiques usagés non réutilisables (PUNR) sont dirigés vers la ligne de cisailage. Ils sont stockés dans des alvéoles spécifiques avant traitement.</p> <p>Les broyats de pneumatiques sont stockés dans des alvéoles spécifiques.</p> <p>Des bennes de stockage spécifiques sont également dédiées aux pneus pleins et à ceux n'entrant pas dans les filières classiques de traitement pour divers raisons.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Etat des stocks des produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/09/2022, article 7.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks, plan des stockages et mise à disposition du SDMIS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'Inspection indique que l'exploitant est en capacité de réaliser et fournir un état des stocks des éléments combustibles présents à l'Instant T au sein de son site de manière instantané.</p> <p>Suite à l'inspection, par mail du 19/03/2025, l'exploitant a transmis un état des stocks des pneumatiques présents au sein de son installation.</p> <p>Cet état des stocks est présenté sous la forme d'un plan de l'installation où il est inscrit, dans chaque espace de stockage, la volume de pneumatiques présents. Il permet également de contrôler facilement si les volumes maximaux réglementés par son étude de danger sont respectés.</p> <p>L'Inspection constate que l'ensemble des volumes de stockage maximaux autorisés sont respectés.</p> <p>L'exploitant indique à l'inspection que ces éléments sont transmissibles rapidement aux services d'incendie et de secours (SDMIS) de manière numérique.</p> <p>L'Inspection demande à l'exploitant de mettre en place les éléments permettant aux services d'incendie et de secours de pouvoir accéder à ces informations sans intervention de l'exploitant.</p> <p>L'inspection évoque avec l'exploitant les solutions techniques possibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pour la mise à disposition de documents papiers, aménagement d'un cassier accessible et réservé au (SDMIS), - Pour une mise à disposition numérique, mise en place d'un QR code permettant de télécharger ces documents.

<p>L'Inspection indique à l'exploitant que ces documents doivent intégrer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pour l'état des stocks, les quantités (volumes, tonnage) de l'ensemble des éléments combustibles présents dans l'installation (pneumatiques, liquides inflammables (volume des cuves), papiers / cartons, etc.), - Pour le plan des stockages, la localisation de l'ensemble des éléments combustibles (pneumatiques, liquides inflammables, cuves de carburant, etc.). <p>L'Inspection préconise à l'exploitant de mettre à disposition un plan d'intervention localisant les moyens d'extinction (extincteurs, Robinets d'Incendies Armés, réserve d'incendie) et la vanne guillotine permettant le confinement des eaux d'extinction / polluées).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'Inspection demande à l'exploitant, sous 2 mois, de prendre les dispositions nécessaires afin de garantir la mise à disposition de ces documents pour les services d'incendie et de secours. Ces éléments sont tenus à disposition de l'Inspection et pourront être contrôlés lors d'une prochaine inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 4 : Isolement avec les milieux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/09/2022, article 4.2.5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction / polluées</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées pour prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.</p> <p>Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou l'écoulement d'un accident de transport. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'Inspection constate la présence d'une vanne permettant de confiner les eaux d'extinction et / ou polluées sur site. Un dispositif de levage est mis en place à proximité de cette dernière.</p> <p>L'Inspection indique à l'exploitant qu'une consigne décrivant l'utilisation de cette dernière doit être réalisée et diffusée auprès des employés. De plus, il convient de signaler plus précisément la vanne afin de garantir l'efficacité du confinement des eaux en cas d'incendie et / ou incident.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'Inspection demande à l'exploitant, sous 2 mois, de réaliser une consigne définissant les modalités de mise en œuvre du dispositif de confinement des eaux d'extinction / polluées et de signaler la vanne de confinement.</p> <p>Ces éléments seront tenus à disposition de l'Inspection et susceptibles d'être contrôlés lors d'une</p>

prochaine inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/09/2022, article 7.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La défense incendie de l'établissement sera assurée par 3 poteaux d'incendie et une réserve incendie comme suit :</p> <p>À l'intérieur du site : 1 réserve incendie de 120 m³ ; À l'extérieur du site : 2 poteaux d'incendie de 150 mm (n° 3 et 5) et un poteau d'incendie de 100 mm (n° 4) :</p> <p>Un plan schématique, sous forme de pancarte inaltérable, doit être apposée à chaque entrée de bâtiment de l'établissement pour faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers.</p> <p>Il indique les emplacements :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. - de 18 RIA minimum, dont 3 disposeront en plus d'une réserve d'émulseur et d'une lance bas-fouissement appelés PIA (Poste Incendie Additivité) ; - d'un système d'alarme incendie. <p>Les matériels de détection ou d'extinction d'incendie doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection du 19/03/2025 a permis de constater que l'exploitant dispose des moyens d'extinction suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 réserve d'incendie de 120 m³ ; - d'extincteurs répartis sur l'ensemble du site accessibles, signalés et vérifiés (vérification périodique réalisée le 17/03/2025 par QUALIPREV), - de 18 RIA répartis sur l'ensemble du site accessibles, signalés et vérifiés (vérification périodique réalisée le 17/03/2025 par QUALIPREV), - de caméras thermiques. L'exploitant indique que ces dernières ont été désinstallées le jour de l'inspection et seront remis en place prochainement. L'Inspection indique que les éléments démontrant de leur mise en place devront être transmis à l'Inspection. - de 3 poteaux incendies extérieurs au site. 2 poteaux incendies ont été vérifiés en octobre 2024 par VEOLIA. La vérification du 3ème poteau (situé au sud-est) date du 18/10/2021. L'Inspection demande donc à l'exploitant de procéder à la vérification de ce poteau incendie. L'exploitant indique que cette vérification doit être réalisée par la mairie de Saint-Pierre de Chandieu. Par ailleurs, ce dernier est situé au sein d'une zone non accessible par les services d'incendie et de secours (zone située au sud du site). Ce terrain est envahi par la végétation et nécessite d'être entretenu. Ainsi, le second accès pompier (ancien accès avant l'extension du site, situé au sud-est du site) est inaccessible et non utilisable.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'Inspection demande à l'exploitant de lui transmettre : sous 2 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les éléments démontrant de la mise en place et de la fonctionnalité des caméras thermiques, <p>Sous 3 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les éléments démontrant de la vérification périodique du poteau incendie cité (sud-est), - les éléments permettant de garantir l'accessibilité à ce dernier et au second accès pompier (arrachage des végétaux et entretien de la bande située au sud-est du site).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Aménagement des stockages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/09/2022, article 8.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Aménagement des stockages
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les zones contenant les déchets de pneumatiques ou de leurs broyats doivent être sectorisées et compartimentées de manière à limiter la quantité de matières combustibles en feu lors d'un incendie et à prévenir les risques de propagation d'un incendie.</p> <p>Des murs et des parois séparatives (REI 120) sont notamment disposés au niveau des zones de stockage.</p> <p>Les stockages en vrac ou au sol sont isolés les uns des autres par un mur (ou une paroi) coupe-feu de degré minimum 2 heures ou éloignés d'au moins 3 mètres sur le ou les côtés ouverts.</p> <p>Les stockages sont organisés de façon à limiter leur hauteur et rester accessibles pour permettre toute intervention en cas de départ de feu notamment.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'Inspection constate que des parois séparatives REI 120 ont été installées au niveau de certaines zones de stockage. Les hauteurs de ces parois séparatives sont renseignées dans le plan situé en annexe de l'arrêté préfectoral réglementant l'activité du site.</p> <p>L'Inspection constate que l'ensemble des parois séparatives n'ont pas été mises en place et que les hauteurs de ces parois ne sont pas toutes respectées. L'exploitant indique que la mise en conformité de ses espaces de stockage par la mise en place de ces alvéoles de stockage est en cours. L'Inspection indique que, en comparaison de la précédente inspection, des alvéoles de stockage supplémentaires ont effectivement été mises en place.</p> <p>Toutefois, l'Inspection indique que les stockages réalisés ne respectent pas les prescriptions liées à l'arrêté préfectoral du site. Des justificatifs sont donc demandés à l'exploitant sur ces éléments (échancier de travaux, bon de commande, factures, photographies, etc.).</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<p>L'Inspection demande à l'exploitant de lui transmettre :</p> <p>Sous 2 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un échéancier de mise en conformité des espaces de stockage, <p>Sous 8 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les éléments démontrant de la mise en conformité effective de l'ensemble des espaces de stockage (localisation et hauteur des parois REI 120 (Procès Verbal de fin de travaux, factures, photographies, etc.).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 8 mois

N° 7 : Maîtrise des quantités stockées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/09/2022, article 8.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Maîtrise des quantités stockés
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La capacité maximale de stockage est définie par le dimensionnement des box de stockage et le plan en Annexe 1. La production interne de broyat à un instant T est limitée par ces capacités pré-définies des stockages en box, alvéole ou benne telle que prévue en Annexe 1. Aucun encombrement des voies de circulation n'est permis.</p> <p>La hauteur maximale des stockages, repérés sur le plan en annexe du présent arrêté, est comprise entre 2 et 4 m selon les box et alvéoles concernées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite à l'inspection, par mail du 19/03/2025, l'exploitant a transmis un état des stocks des pneumatiques présents au sein de son installation. Ce document démontre que les capacités maximales de stockage prévues pour chaque box de stockage sont respectées.</p> <p>L'Inspection a constaté que les hauteurs de stockage définies par le plan en annexe sont respectées. L'ensemble des stockages est compris entre 2 et 4 mètres de hauteur selon les alvéoles concernées.</p> <p>Enfin, l'Inspection a constaté que les voies de circulation sont maintenues dégagées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Porter à Connaissance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/09/2022, article 1.6.1
Thème(s) : Situation administrative, Projets de modifications
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les</p>

éléments d'appréciation.

Constats :

L'exploitant indique à l'inspection qu'il envisage de déposer un Porter à Connaissance (PAC) concernant l'ajout d'alvéoles de stockage sur son site.

L'Inspection indique à l'exploitant que ce dernier pourrait utilement comprendre :

- Étude des flux thermiques des stockages supplémentaires envisagés en ayant une vigilance sur les effets thermiques sortants et dominos,
- Actualisation du volume d'eau nécessaire pour l'extinction incendie et, si nécessaire, augmentation des réserves d'eau allouées à l'extinction. Ces éléments sont définies par le calcul D9 / D9A,
- Modification du classement ICPE envisagé (notamment si augmentation des volumes de stockage envisagé et de la rubrique ICPE associée),
- Etudes des impacts possibles (ex : augmentation possible du flux de camion, de la consommation d'eau, du bruit, classement ICPE, etc.).
- Actualisation des plans du site (plan des stockages, des murs coupe feu, etc.).

L'Inspection indique également à l'exploitant que ce dernier est désormais soumis à l'application de l'arrêté ministériel du 22/12/2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation.

Ce PAC permettra de vérifier le respect des différentes prescriptions. Ainsi, si nécessaire, il conviendra de présenter les modifications à réaliser. L'Inspection indique que certaines prescriptions sont applicables au plus tard au 01/01/2026. Ce PAC pourra donc présenter les éléments à mettre en place en opposition aux différents articles de cet arrêté ministériel.

Type de suites proposées : Sans suite